

## Subhas Gujadhur, directeur Universal Rights Group, Genève : « Nous promouvoir avec DISMOI l'éducation aux droits humains »

Il rêve de transformer Maurice en un Human Rights Hub, qui contribuera à la promotion des droits humains au niveau régional et à aider les autres États africains qui souhaiteraient notre expertise. Subhas Gujadhur, directeur d'Universal Rights Group, évoque les objectifs de sa mission chez nous.

> Qu'est-ce que l'Universal Rights Group (URG) ?

C'est une nouvelle organisation qui a été créée par Jose Ramos Horta, ancien président de Timor-Est et Prix Nobel de la Paix ; le Dr Ahmed Shaheed, ancien ministre des affaires étrangères et maintenant rapporteur spécial des droits de l'homme, et divers autres experts comme Asma Jahangir, rapporteuse spéciale sur la religion, le professeur sir Nigel Rodley qui était également membre du Human Rights Committee de l'ONU, Catarina de Albuquerque, rapporteuse spéciale sur les droits économiques.

L'idée derrière la création de l'Universal Rights Group (URG) est de constituer une plateforme ('think tank') où les droits humains sont moins politisés au niveau international. D'où l'objectif de promouvoir un esprit de coopération, d'un 'genuine dialogue' entre les divers États membres, et d'avoir une plateforme où les ONG qui oeuvrent dans le Sud soient davantage impliquées dans cette problématique.

> Quels sont les axes de travail de l'Universal Rights Group ?

Les droits de l'homme ont toujours été vus comme des notions, des principes imposés par les pays européens et occidentaux de manière générale sur le reste du monde. L'URG veut démontrer comment l'universalité des droits de l'homme peut être acceptée par tous. Après de longues négociations en 2005-2006, les États membres des Nations unies, les gouvernements ont accepté la création du Conseil des droits de l'homme qui comprend 47 membres. Le mandat de l'URG est de vulgariser auprès des populations les résolutions passées par les instances internationales, onusiennes. Notre programme de travail comporte quatre axes d'action. Le premier est la religion et les droits humains ; le deuxième, les mécanismes des droits de l'homme, vise à montrer à la société civile son fonctionnement. Le troisième axe repose sur les 'emerging issues', c'est-à-dire l'environnement et les droits de l'homme, là nous évoquons la COP 21 est l'impact du changement climatique sur les États.

> Expliquez nous ce qu'est l'Examen périodique universel ?

L'Examen périodique universel (EPU) est un mécanisme où les États doivent rendre compte des accords qu'ils ont passés avec la communauté internationale (Conventions et Protocoles signés). Suite à un examen de ces rapports, des recommandations sont émises aux États. Par exemple, il y a la recommandation relative à la violence contre les femmes : comment les États considèrent-ils ces recommandations, comment les mettent-ils en œuvre et comment disséminent-ils les informations relatives aux droits humains et leur application.

> Le travail de fond, cette revue que vous menez, est-il bien accepté, dans les autres pays ?

Oui, parce que nous travaillons en étroite collaboration avec les pays en question. En Tunisie, il était surtout question de religion et droits humains ; au Maroc, cela portait sur les meetings régionaux



« Maurice a toujours été cité comme exemple au niveau africain et au niveau mondial comme une référence par rapport aux droits humains »

### Bio data

Subhas Gujadhur est présentement directeur de l'Universal Rights Group (URG). Ancien fonctionnaire, il a pris un congé sans solde du ministère des Affaires étrangères pour assumer ses fonctions. En sa qualité de directeur de l'URG, M. Gujadhur a travaillé étroitement avec la Présidence du Conseil des droits de l'homme à Genève. Il a aussi collaboré avec le Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme et a entrepris la formation des responsables des Petits États insulaires en développement sur les mécanismes des droits humains.

et les mécanismes de l'ONU ; au Costa-Rica, nous avons travaillé en collaboration avec les autorités sur la 'Convention against Torture Initiative'. Il fallait mener une campagne de sensibilisation ('Capacity building') dans les pays de la région Caraïbes, afin que ces États ratifient la convention internationale contre la torture (CAT). Certes, la volonté politique est là, reste à impliquer, sensibiliser davantage la société civile et autres partenaires sur cette nécessité de lutter contre la torture, une pratique souvent tolérée, banalisée dans le passé. L'URG travaille beaucoup avec les Petits États insulaires en développement (PIED) et avec le bureau du Haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme.

> Pensez-vous qu'à Maurice, les gens sont suffisamment sensibilisés aux concepts des droits humains ?

Oui, Maurice possède cette culture. C'est la raison pour laquelle pourquoi je suis retourné. Le pays possède des institutions assez indépendantes : le judiciaire, la presse, une société civile assez active et des mécanismes nationaux pour la promotion des droits humains.

J'aimerais aider à transformer Maurice en un Human Rights Hub, transformer notre pays pour contribuer à la promotion des droits humains au niveau régional et faire du 'capacity building'. On compte pratiquement un Mauricien dans chaque comité du Conseil des droits de l'homme. Les ressources humaines sont là. N'oublions pas que la première déclaration africaine a été adoptée à Maurice. Nous avons cet héritage et Maurice a toujours été cité comme exemple au niveau africain et au niveau mondial comme une référence par rapport aux droits humains.

> Comment transformer Maurice en un Human Rights Hub ?

En s'engageant avec la société civile, avec d'autres partenaires, le gouvernement, d'autres partenaires régionaux et organisations régionales - comme la Commission africaine des droits de l'homme. Lorsque j'étais à Genève, j'ai vu comment les Suisses ont su développer ce concept de Genève internationale. Genève est considéré comme un Human Rights Hub. Notre ambition serait de voir comment, au niveau régional, Maurice peut créer cette sorte de Regional Human Rights Hub. On peut aider les autres États qui le souhaitent, mais aussi maintenir ce leadership en matière des droits humains au niveau régional.

> Comment l'URG peut-il collaborer avec DISMOI ?

Comme je l'ai dit, l'URG peut travailler avec des ONG au niveau de la formation en droits humains (Human Rights Education). À Maurice, donc, avec DISMOI, nous œuvrerons à promouvoir l'éducation aux droits humains. Mon vœu, c'est de voir comment l'Universal Rights Group peut contribuer à la promotion et la vulgarisation du travail du Conseil des droits de l'homme et travailler en collaboration avec les ONG qui le souhaitent.



Formation en droits humains et Citoyenneté

## Remise de certificats aux participants



La remise des certificats en présence de l'ambassadeur de France Laurent Garnier, de l'Ombudsperson for Children Rita Venkatasawm, de Subhas Gujadhur de l'Universal Rights Group et du maire des villes soeurs, Ken Fat Fong Suk Koon.

« On ne peut tout apprendre des droits humains et des droits du citoyen, mais on peut certainement traduire en action ce que nous savons déjà. » Propos de l'ambassadeur de France, Laurent Garnier, lors de son intervention, à la remise de certificats aux participants de la formation en droits humains et citoyenneté. Cela se passait samedi 12 décembre, à la salle du conseil de la mairie de Beau-Bassin / Rose-Hill. « J'encourage vivement les participants et recrues de DISMOI dans leur travail de promotion de ces droits sur le terrain », a-t-il ajouté.

Rita Venkatasawmy, Ombudsperson for Children, et invitée d'honneur de cette cérémonie se félicite

« de la vive participation des militants à cette formation », gratuite et étalée sur quatre semaines. Et d'ajouter : « Apprendre un peu plus de ses droits fondamentaux permet de former des citoyens plus conscients de ses responsabilités envers la société. » Subhas Gujadhur, directeur de l'Universal Rights Group, basé à Genève, a, de son côté, mis l'accent sur la nécessaire implémentation de ces droits et les relations entre les autorités publiques et les citoyens.

Le maire de Beau-Bassin / Rose-Hill, Ken Fat Fong Suk Koon, lui, s'est « réjoui de la collaboration de la mairie à cette grande œuvre de formation citoyenne ». À tous ces participants, DISMOI souhaite une bonne continuation et engagement dans la vie de notre République.

### Assemblée générale :

DISMOI (Droits Humains-Océan Indien)

(Registration number: 13272) a le plaisir d'inviter ses membres à sa troisième Assemblée Générale.

• Date : 23 Janvier 2016 • Heure : 10.00-12.00 • Lieu : St Andrews College

Pour plus d'informations veuillez nous contacter sur le 466 56 73 ou par mail sur info@dismo.org

### Agir pour les droits humains Soutenez Dis-Moi en devenant "supporter"

Un supporter est une personne qui déclare soutenir Dis-Moi et accepte de ses coordonnées à l'association, d'être contactée occasionnellement. Le ou la supporter reçoit aussi une newsletter mensuelle le (la) tenant informé(e) de nos actualités.

Je, soussigné(e) \_\_\_\_\_, souhaite devenir supporter de DIS-MOI.

Tel: \_\_\_\_\_

Email: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

N.B. Un supporter de DIS-MOI est un sympathisant non-membre qui ne cotise pas.

### DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et / ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.

DIS MOI  
DROITS HUMAINS  
OCEAN INDIEN  
REUNION MAURITIUS  
MADAGASCAR

DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI, 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE,  
QUATRE-BORNES - TEL: 466 56 73  
INFO@DISMOI.ORG -  
HTTP://WWW.DISMOI.ORG